



Présidence : Biélorussie

1012^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 1^{er} juin 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 11 h 15

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE : Biélorussie (FSC.DEL/223/22 Restr.), (FSC.DEL/224/22 Restr.), Pologne, France (FSC.DEL/227/22 OSCE+), Fédération de Russie (Annexe), France-Union européenne (FSC.DEL/225/22), Canada, Suisse (FSC.DEL/221/22 OSCE+), Royaume-Uni (FSC.DEL/226/22 OSCE+)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Questions de protocole* : Suisse

b) *Problèmes concernant les services techniques et l'interprétation au Forum pour la coopération en matière de sécurité* : Fédération de Russie, Président

4. Prochaine séance :

Mercredi 8 juin 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence

1012^e séance plénière

Journal n° 1018 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Un ancien président des États-Unis a déclaré récemment que l'Ukraine s'était donnée pour mission de « tuer autant de Russes que possible ». Cette déclaration explique assez succinctement pourquoi, pendant toutes ces années, l'Occident « civilisé » est resté sourd à nos préoccupations légitimes concernant l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN, au refus public du Gouvernement ukrainien d'appliquer les accords de Minsk et la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux propositions constructives de la Russie visant à consacrer en droit le principe fondamental de l'OSCE qui consiste à ne pas renforcer sa sécurité au détriment de celle d'autrui. Nous sommes face ici à deux poids deux mesures, à de l'arrogance, à un sentiment de supériorité personnelle totalement injustifié et à une mentalité coloniale de la part de l'Occident collectif, qui se considère en droit de bafouer de manière flagrante un principe fondamental de la Charte des Nations Unies, à savoir celui de l'égalité souveraine des États.

Les pays membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord ont les mains tâchées du sang non seulement des peuples de l'ex-Yougoslavie, de l'Iraq et de la Libye, mais aussi de la population civile du Donbass. La pratique politique montre que le déploiement de troupes et d'avions de combat pour réprimer la dissidence est pour eux la norme, voire le couronnement de la démocratie et des valeurs européennes. Si nos collègues veulent tenter de nous convaincre du contraire, ils devraient avant tout répondre à la question suivante : pourquoi l'Europe a-t-elle gardé le silence alors que, pendant huit interminables années après le coup d'État anticonstitutionnel de 2014, Kiev a massacré en toute impunité les habitants russophones de certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk ? Je vais me permettre de répondre en leur nom : c'est parce que l'Europe était occupée, en violation des engagements politico-militaires auxquels elle a souscrit dans le cadre de l'OSCE, à équiper les nationalistes ukrainiens en armes et en matériel militaire.

Aujourd'hui, les derniers masques sont tombés. Des milliards de dollars provenant des budgets publics des pays membres de l'OTAN sont pompés dans une « guerre par procuration » contre la Russie, dans laquelle l'Ukraine n'est qu'un moyen pour les États-Unis d'Amérique et leurs satellites de parvenir à leurs fins antirusse. Pendant que les responsables politiques des pays européens et nord-américains élaborent frénétiquement de nouvelles

sanctions à l'encontre de la Russie, leurs propres citoyens sont aux prises avec l'inflation et des prix ayant atteint un niveau record pour les biens essentiels. Selon un sondage d'opinion mené par Gallup, 83 % des citoyens des États-Unis sont d'avis que leur gouvernement ne se préoccupe pas des choses qui comptent pour eux, qui n'ont tout simplement pas ce dont ils ont besoin pour être en mesure de nourrir leurs enfants en bas âge. Les gens ordinaires paient le prix de la haine des responsables politiques occidentaux envers la nation russe.

Permettez-moi de dire quelques mots à propos de la question de la sécurité alimentaire, que nos collègues ont commencé à soulever activement au Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS), même si elle dépasse largement le cadre de son mandat. La situation alarmante sur le marché alimentaire mondial a été provoquée, en l'occurrence, par les sanctions antirusse de l'Occident, qui ont eu pour effet de perturber les réseaux logistiques et l'infrastructure de transport à travers le monde. La Russie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour résoudre le problème alimentaire. Si Kiev résout le problème des ports minés, la marine russe veillera à ce que les navires de transport de céréales puissent naviguer sans entrave vers la Méditerranée.

Monsieur le Président,

L'opération militaire spéciale lancée par la Fédération de Russie est une mesure préventive que nous avons été contraints de prendre dans un contexte où les menaces à la sécurité de notre pays et de ses alliés avaient atteint un niveau inacceptable. Cette opération est menée à la demande officielle de la République populaire de Donetsk (RPD) et de la République populaire de Lougansk (RPL) en leur qualité d'États souverains, et conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies, qui consacre le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective. Nos objectifs sont aussi clairs que possible, à savoir assurer la protection de la population civile du Donbass ; procéder à la démilitarisation de l'Ukraine, ce qui implique d'éliminer toutes les armes sur son territoire qui constituent une menace pour la Russie et nos alliés ; et aussi assurer la dénazification du pays, afin de détruire l'idéologie nazie qui a pénétré si profondément dans le tissu de la société ukrainienne.

L'avancée des troupes des républiques du Donbass, soutenues par les forces armées de la Fédération de Russie, se déroule sans heurts et est en bonne voie. Depuis le début de l'opération spéciale, la quasi-totalité de la RPL, une part importante de la RPD, toute la région de Kherson et des parties non négligeables des régions de Kharkiv et de Zaporijia ont été libérées. Au cours de la semaine dernière, Krasnyi Lyman, Svitlodarsk et Sievierodonetsk sont passées intégralement sous le contrôle des troupes de nos alliés. L'expulsion de l'ennemi de Toshkivka a ouvert la voie vers Lysychansk, où un groupe de nationalistes a été en substance encerclé. La paix revient dans les territoires libérés, leur économie et leur industrie sont en train d'être rétablies, les infrastructures y sont en cours de reconstruction et des activités de déminage à grande échelle y sont menées.

Nous entendons régulièrement, de la part de nos collègues du FCS, des déclarations relatives au ralentissement de l'opération spéciale et à l'échec d'un prétendu « plan A » de la Russie. Nous sommes obligés de les décevoir. Le rythme de l'offensive en Ukraine a été ralenti pour deux raisons : l'instauration de cessez-le-feu afin de permettre aux habitants des localités encerclées d'en sortir en sécurité en empruntant des couloirs humanitaires et la

préservation de l'infrastructure civile. Nous le faisons à dessein afin d'éviter les pertes civiles.

Dans le même temps, nous sommes obligés de constater que la préservation des vies civiles n'est pas ce qui intéresse l'Union européenne et les pays de l'OTAN. Leurs objectifs ont été énoncés très clairement, à savoir infliger une défaite à la Russie sur le champ de bataille. À cette fin, il est nécessaire de prolonger les combats en fournissant massivement des armes aux nationalistes ukrainiens. Selon les informations disponibles, au début de l'opération spéciale, un groupe d'une centaine de militaires de 30 pays différents a été constitué sur une base militaire en Europe, sa tâche étant de surveiller les besoins de Kiev en armements et de déterminer les meilleurs moyens de les satisfaire. Certaines armes destinées à l'Ukraine ont été transférées sous le couvert de l'exercice de grande envergure « DEFENDER-Europe 2022 » effectué par l'OTAN. Et après cela, les pays occidentaux voudraient nous faire croire qu'ils ne s'ingèrent pas dans la situation en Ukraine.

Depuis fin février, les États-Unis ont livré à eux seuls plus de 23 000 tonnes d'armes et de matériel militaire à l'Ukraine. Mais il semblerait que Washington ait décidé de placer la barre encore plus haut. Notre évaluation du nouveau programme d'aide militaire des États-Unis (le 11^e) en faveur de l'Ukraine, qui prévoit la fourniture à cette dernière de systèmes de roquettes HIMARS, est des plus négatives. Les tentatives des États-Unis de présenter les choses comme s'ils avaient fait preuve de « réserve » ou de « retenue » dans le cadre de la fourniture de ces systèmes ne nous satisfont pas. Quelle que soit la façon dont ils tentent de les justifier de l'autre côté de l'Atlantique, les transferts de telles armes augmentent les risques d'une confrontation directe entre la Russie et les États-Unis. Dans ce contexte, nous avons relevé l'intéressante coïncidence suivante : le 24 mai, dans le cadre de l'exercice militaire « DEFENDER-Europe 2022 », le fonctionnement du système de roquettes d'artillerie à haute mobilité M142 (HIMARS), fabriqué par les États-Unis, a été testé sur l'île danoise de Bornholm. Ce système est capable de tirer des missiles tactiques opérationnels d'une portée allant jusqu'à 500 km et pourrait être utilisé pour frapper des cibles dans la région de Kaliningrad. Nous avertissons fermement les États-Unis et ses satellites qu'une telle mesure serait considérée comme une attaque militaire contre notre pays et conduirait inévitablement à une escalade inacceptable du conflit. Nous exprimons une fois de plus l'espoir qu'ils comprendront cela à Washington, et nous leur recommanderions de s'abstenir de fournir de tels systèmes à l'Ukraine et à ses États voisins.

Nous voyons que les autorités ukrainiennes et leurs maîtres anglo-saxons n'ont pas abandonné leurs plans de s'emparer de l'île Zmiinyi (île des Serpents). Il est tout à fait possible que des armes à longue portée fabriquées par les États-Unis puissent être utilisées dans le cadre d'une nouvelle opération. Le Ministre ukrainien de la défense, Oleksii Reznikov, ne cache pas que Kiev s'attend à recevoir prochainement des missiles antinavires Harpoon de même que des lance-missiles terrestres. Les États-Unis ont déjà commencé à former le personnel militaire ukrainien à leur utilisation. Nous soulignons que toute tentative de se venger de l'île aux Serpents sera réprimée impitoyablement.

Monsieur le Président,

Le fait de ne cesser de livrer de nouvelles cargaisons d'armes à Kiev ne vient que renforcer son illusion que les problèmes dans les relations russo-ukrainiennes peuvent être résolus par des moyens exclusivement militaires et n'est pas propice à l'instauration du

climat politique et diplomatique qui est si nécessaire pour désamorcer la situation en Ukraine. Cette ligne de conduite fatale aura des conséquences extrêmement négatives pour l'Europe proprement dite. Les capitales européennes en prennent conscience progressivement. Ainsi, la Commissaire européenne aux affaires intérieures, Ylva Johansson, a déclaré que les armes et munitions qui resteront en quantité sur le territoire ukrainien après la fin des combats pourraient être réexportées clandestinement vers l'Europe et utilisées ensuite par des bandes criminelles en Suède. La Directrice exécutive d'Europol, Catherine de Bolle, a également exprimé des préoccupations à cet égard. L'Union européenne et Europol prévoient actuellement d'adopter des mesures supplémentaires pour empêcher que des armes ne tombent entre les mains de criminels. À cet égard, nous tenons à conseiller à nos collègues de ne pas scier la branche sur laquelle ils sont assis, pour ainsi dire, en brandissant des menaces colossales en raison des armes et des munitions qu'ils livrent à l'Ukraine et qui finissent en circulation illicite.

Les troupes russes continuent de démilitariser la « tête de pont » militaire pro-OTAN établie à proximité de nos frontières. Depuis le début de l'opération militaire spéciale, 184 avions, 128 hélicoptères, 1 070 véhicules aériens sans pilote, 325 systèmes de missiles antiaériens, 3 342 chars et autres véhicules blindés de combat, 454 systèmes de lance-roquettes multiples, 1 738 pièces d'artillerie et mortiers de campagne ainsi que 3 311 véhicules tactiques pour opérations spéciales ont été détruits. Les frappes de missiles contre les infrastructures militaires sont en train d'être intensifiées. Des armes de haute précision ont été utilisées pour frapper des éléments essentiels de l'infrastructure logistique des forces armées ukrainiennes dans le centre et l'ouest du pays. La destruction des usines de réparation d'équipements et des dépôts de carburant prive le groupement tactique des troupes ukrainiennes du Donbass de la capacité d'offrir une résistance en cas d'offensive à grande échelle des unités des forces armées de la Fédération de Russie et des unités des milices populaires de la RPD et de la RPL.

L'encouragement du nationalisme ukrainien par les parrains occidentaux de l'Ukraine conduit à la radicalisation des militants qui combattent en Ukraine, parmi lesquels on dénombre des milliers de mercenaires étrangers. Nous tenons à vous rappeler qu'en violation de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, les ambassades ukrainiennes du monde entier continuent de recruter des étrangers en vue de les déployer ultérieurement dans la zone de combat. Comme des mercenaires des États-Unis qui étaient allés en Ukraine l'ont déclaré dans un entretien accordé récemment au *Washington Post*, ces « oies sauvages » sont envoyées à une mort certaine.

La Commission d'enquête russe enquête actuellement pour déterminer quel rôle Ben Grant, qui est apparenté à un député du Royaume-Uni, a joué dans des opérations de combat en Ukraine : il aurait dirigé l'attaque d'un groupe de mercenaires occidentaux contre du matériel militaire russe. Dans la RPD, des « soldats de fortune », tels que les Britanniques Shaun Pinner et Andrew Hill, risquent d'être jugés conformément aux lois de la guerre et éventuellement condamnés à mort. Les crimes perpétrés par des mercenaires ne resteront pas impunis. Ne dites pas à posteriori que nous ne vous avons pas prévenu.

Le moral et l'état psychologique du personnel militaire ukrainien sur la ligne de front continuent de se détériorer. Les soldats refusent d'effectuer des missions de combat, se plaignant du manque de nourriture et de l'attitude inhumaine de leurs commandants, qui les jettent devant des chars comme de la chair à canon. Beaucoup se rendent. Au cours de ces

dernières semaines seulement, les combattants ukrainiens ont enregistré pas moins de dix appels vidéo adressés à Volodymyr Zelensky. Il est révélateur que les autorités ukrainiennes, au lieu de soutenir leur personnel militaire, aient mis derrière les barreaux les membres de la 115^e brigade, dont nous avons évoqué la dernière fois l'état lamentable. Nous réaffirmons que le commandement du groupement tactique russe en Ukraine est disposé à faciliter la reddition volontaire des membres du personnel militaire des forces armées ukrainiennes, ce qui inclut l'assurance qu'ils auront la vie sauve et qu'ils seront traités conformément à la Convention de Genève relative aux prisonniers de guerre.

Monsieur le Président,

Face à une détérioration de la situation opérationnelle dans le Donbass, les autorités de Kiev ont adopté une tactique de provocations ciblées massives afin d'inciter les pays occidentaux à renforcer la pression des sanctions à l'encontre de la Russie. Malgré le tollé général qu'elles ont suscité au départ, les provocations sanglantes auxquelles les autorités ukrainiennes se sont livrées à Boucha et Kramatorsk dans le but d'accuser la Russie de génocide contre les Ukrainiens ont été démenties en définitive par des journalistes européens.

Ce qui est choquant, c'est autre chose, à savoir le mépris cynique affiché par l'Occident pour les crimes de guerre que les néonazis ukrainiens commettent dans le Donbass.

Dans la région de Kherson, des combattants ukrainiens ont recouru à des systèmes de lance-roquettes multiples Ouragan pour bombarder le village de Novovoskresenske au moyen de munitions à dispersion de 220 mm utilisées pour l'exploitation minière à distance. Les missiles non guidés ont transporté plus de 600 mines antipersonnel PFM-1S. Tout cela se produit alors même que les autorités de Kiev tentent de convaincre la communauté internationale qu'elles font preuve d'humanité à l'égard de la population civile. Eh bien, les failles de l'approche choisie par les autorités ukrainiennes se manifestent de plus en plus. Elles prennent des libertés avec les faits ou, pour le dire plus simplement, tous ces mensonges sont finalement démasqués.

Ces derniers jours, les néonazis ont intensifié considérablement leurs bombardements du territoire de la RPD. Même les zones qui étaient considérées auparavant comme « à l'arrière » et n'avaient subi des bombardements qu'en 2014 sont sous le feu des tirs depuis plusieurs jours. Le 30 mai, deux établissements scolaires de la ville de Donetsk, à savoir les écoles n° 5 et n° 22 ont été bombardés simultanément. Six personnes, dont des membres du personnel enseignant, ont été tuées et 14 blessées. D'après les compte rendus de témoins, le bombardement a eu lieu alors que les enfants étaient en train de passer l'examen d'État unifié. Nos collègues peuvent voir à présent sur les écrans le cratère produit par un obus de 155 mm tiré le 29 mai par un obusier automoteur M777 de fabrication britannique. Les délégations des États-Unis et du Royaume-Uni peuvent ainsi se familiariser avec les dégâts provoqués par les armes que leurs pays ont fournies si aimablement aux nationalistes.

La destruction des infrastructures civiles et de la population civile est une tactique de la terre brûlée bien connue des États-Unis, où l'artillerie à longue portée est utilisée pour procéder à des frappes loin derrière les lignes ennemies afin d'ébranler le moral des soldats ennemis et de faire en sorte qu'ils s'inquiètent pour leurs proches et les êtres qui leurs sont chers à l'arrière. Telle était l'intention de la provocation brutale à laquelle les forces

ennemies se sont livrées à Stakhanov le 30 mai, lorsqu'elles ont ouvert le feu sur la zone située aux alentours de l'école n 9, tuant deux femmes enceintes et blessant 24 personnes, dont huit enfants. Hier, un enfant de cinq ans a été tué lors du bombardement de Makiivka au moyen d'un système lance-roquettes multiple Grad. Je voudrais appeler l'attention de mes collègues sur le fait que c'est ainsi que les habitants du Donbass vivent depuis maintenant huit ans.

Nous condamnons catégoriquement ces crimes de guerre barbares commis contre des civils. La Commission d'enquête de la Fédération de Russie prendra toutes les mesures nécessaires pour déterminer quels membres des formations armées ukrainiennes ont participé à ces crimes en vue de d'engager des poursuites contre eux.

Monsieur le Président,

La délégation russe auprès du FCS a déclaré à plusieurs reprises qu'en violation des articles I et IV de la Convention sur les armes biologiques et à toxines, des activités biologiques militaires ont été menées dans des laboratoires biologiques sur le territoire ukrainien avec le soutien de la Defense Threat Reduction Agency du Département de la défense des États-Unis et de sociétés affiliées. Des matériels utilisés par des instructeurs des États-Unis pour former des spécialistes ukrainiens à la réaction d'urgence aux épidémies de variole naturelle ont été découverts dans ces laboratoires biologiques. Il nous paraît évident que l'humanité tout entière serait confrontée à une catastrophe mondiale si l'agent causal de la variole naturelle réapparaissait. Cela tient au fait que la variole naturelle est tout aussi infectieuse que la Covid-19, mais dix fois plus mortelle. En outre, un projet intitulé « UP-4 » est mis en œuvre en Ukraine pour étudier la possibilité de propager des maladies infectieuses particulièrement dangereuses par le biais des oiseaux migrateurs ; environ un millier d'échantillons biologiques ont été prélevés dans le cadre de ce projet. Nous diffuserons des documents détaillés à ce sujet. La Fédération de Russie prépare actuellement un ensemble de documents en vue d'activer les mécanismes prévus aux articles V et VI de la Convention sur les armes biologiques. Une fois que ces documents auront été établis, nous engagerons, dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, les procédures prévues dans les articles susmentionnés de la Convention. Les séances pertinentes seront publiques.

Monsieur le Président,

Les maîtres occidentaux de Kiev, qui se sont employés pendant toutes ces années à établir une « tête de pont » militaire pro-OTAN à proximité des frontières de la Fédération de Russie et qui continuent de fournir des armes létales à l'Ukraine, portent incontestablement la responsabilité du déclenchement et de l'aggravation de la crise en Ukraine. Après tout, si un maître ordonne à son chien d'attaquer un voisin, c'est le maître qu'il convient de blâmer. Plus d'une génération d'Ukrainiens ont clairement eu à payer le prix d'une telle « pseudo-assistance ». La Fédération de Russie continuera d'aider dans la pratique tous ceux qui fuient les exactions et bombardements constants des nationalistes ukrainiens, et elle atteindra les objectifs fixés par le Président Poutine pour l'opération militaire spéciale qui sont d'instaurer la paix et la prospérité dans les territoires libérés de l'Ukraine et du Donbass.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de la séance de ce jour.